

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE****COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

F. 2008 — 374

[C — 2008/31040]

**25 OCTOBRE 2007. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération relatif à la mise en œuvre et la gestion du programme d'action communautaire intégré d'éducation et de formation tout au long de la vie, et à la création de l'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale**

L'Assemblée de la Commission communautaire française et Nous, Collège, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Assentiment est donné à l'accord de coopération relatif à la mise en œuvre et à la gestion du programme d'action communautaire intégré d'éducation et de formation tout au long de la vie, et à la création de l'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie » conclu le 23 mars 2007 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale conformément à l'article 92bis de la loi spéciale de réformes institutionnelles.

**Art. 2.** Un service à gestion séparée, au sens de l'article 140 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, est créé au sein des Services du Gouvernement de la Communauté française de Belgique. Il est dénommé « Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie ».

**Art. 3.** A l'article 8 du décret du 19 mai 2004 instituant un Fonds d'aide à la mobilité étudiante au sein de l'espace européen de l'enseignement supérieur, un nouvel alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1 et 2 : « Le Gouvernement peut confier la gestion de programmes de mobilité au Conseil supérieur de la mobilité ».

**Art. 4.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

**Accord de coopération relatif à la mise en œuvre et à la gestion du programme d'action communautaire intégré d'éducation et de Formation tout au long de la vie, et à la création de l'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission Communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale**

Vu les articles 1<sup>er</sup>, 39, 127, 128, 134 et 138 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 92bis, § 1<sup>er</sup>, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret II du Conseil régional wallon du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret III de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu la décision du Parlement et du Conseil établissant un programme d'action intégré dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie;

Vu le règlement (CE, EURATOM) n° 1605/2002 du Conseil du 25 juin 2002 portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes;

Vu le règlement (CE, EURATOM) n° 2342/2002 de la Commission du 23 décembre 2002 établissant les modalités d'exécution du règlement (CE, EURATOM) n° 1605/2002 du Conseil portant règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes;

Vu la délibération du Gouvernement wallon du 22 mars 2007;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 23 mars 2007;

Vu la délibération du Collège de la Commission communautaire française du 22 mars 2007;

Considérant qu'il appartient aux autorités publiques de désigner une structure appropriée, dénommée Agence nationale, pour assurer la mise en œuvre du programme d'éducation et de formation tout au long de la vie en ce compris la gestion financière;

Considérant que les matières concernées par ce programme, à savoir l'éducation et la formation tout au long de la vie, sous l'angle de la mobilité, de financement de projets, partenariats ou réseaux entre acteurs de plusieurs États de l'Union éventuellement élargie à des pays tiers, relève en Belgique de la compétence des Communautés et Régions;

Considérant que la Commission de l'Union européenne reconnaît dans le cadre des programmes relevant de la Direction générale de l'Éducation et de la Culture, l'existence de trois Agences en Belgique dépendant des Communautés française, flamande et germanophone;

Considérant qu'il y a lieu dès lors de créer une Agence francophone;

Considérant que la décision du Parlement européen et du Conseil établissant un programme d'action intégré dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie confie aux États membres de prendre les mesures nécessaires pour assurer à leur niveau le fonctionnement efficace du programme intégré, en associant toutes les parties concernées par les aspects de l'éducation et de la formation tout au long de la vie, conformément aux pratiques nationales;

Considérant que les pratiques nationales sont adaptées à chaque sous-programme du programme d'éducation et de formation tout au long de la vie;

Considérant que cette décision charge les États membres de la création ou de la désignation ainsi que du suivi d'une structure appropriée pour assurer à leur niveau la gestion coordonnée de la mise en œuvre des actions du programme d'éducation et de formation tout au long de la vie (Agences nationales), y compris la gestion budgétaire, conformément aux dispositions réglementaires européennes;

Considérant qu'il est fondamental qu'un accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française soit conclu afin d'instaurer un cadre légal pour la mise en œuvre et la gestion du programme intégré d'Éducation et de Formation tout au long de la vie.

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de sa Ministre-Présidente, Mme Marie Arena, et en la personne de sa Ministre Vice-présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche Scientifique et des Relations internationales, Mme Marie-Dominique Simonet;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Elio Di Rupo, et en la personne de sa Ministre de la Formation, Mme Marie Arena;

La Commission communautaire française, représentée par son Collège en la personne de son Président, M. Benoît Cerexhe, et en la personne de la Ministre chargée de la Formation professionnelle, Mme Françoise Dupuis;

Ci-après dénommées les « parties »,

Ont convenu ce qui suit :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Objet, champ d'application et bénéficiaires*

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent accord de coopération, on entend par :

1° Programme d'éducation et de formation tout au long de la vie : programme d'action communautaire intégré en matière d'éducation et de formation tout au long de la vie ayant pour objectif général de contribuer, par l'éducation et la formation tout au long de la vie, au développement de la Communauté de l'Union européenne en tant que société de la connaissance avancée, caractérisée par un développement économique durable, des emplois plus nombreux et meilleurs et une cohésion sociale accrue, tout en assurant une bonne protection de l'environnement pour les générations futures. En particulier, il vise à favoriser les échanges, la coopération et la mobilité entre les systèmes d'éducation et de formation au sein de la Communauté de l'Union européenne, afin qu'ils deviennent une référence de qualité mondiale.

2° Sous-programmes sectoriels du programme d'éducation et de formation tout au long de la vie : les sous-programmes sectoriels suivants :

a) le sous-programme Comenius, qui porte sur les besoins en matière d'enseignement et d'apprentissage de tous les participants à l'enseignement préscolaire et scolaire jusqu'à la fin du deuxième cycle de l'enseignement secondaire, ainsi que des établissements et organisations dispensant cet enseignement;

b) le sous-programme Erasmus, qui porte sur les besoins en matière d'enseignement et d'apprentissage de tous les participants à l'enseignement supérieur formel et à l'enseignement et à la formation professionnels de niveau supérieur, quelle que soit la durée de leur cursus ou diplôme et y compris les études de doctorat, ainsi que des établissements et organisations dispensant ou facilitant cet enseignement et cette formation;

c) le sous-programme Leonardo da Vinci, qui porte sur les besoins en matière d'enseignement et d'apprentissage de tous les participants à l'enseignement et la formation professionnels autres qu'au niveau supérieur, ainsi que des établissements et organisations dispensant ou facilitant cet enseignement et cette formation;

d) le sous-programme Grundtvig, qui porte sur les besoins en matière d'enseignement et d'apprentissage des participants à toutes les formes d'éducation des adultes, ainsi que des établissements et organisations dispensant ou facilitant l'éducation;

e) l'action Jean Monnet : le sixième programme du Programme d'Éducation et de formation tout au long de la vie destiné à soutenir une série d'établissements et d'activités centrés sur l'intégration européenne.

3° Sous-programme transversal du programme d'éducation et de formation tout au long de la vie : le sous-programme transversal recouvrant les quatre activités clés suivantes :

a) la coopération politique en matière d'éducation et de formation tout au long de la vie dans la Communauté;

b) la promotion de l'apprentissage des langues;

c) le développement, dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie, d'un contenu, de services, de pédagogies et de pratiques innovants fondés sur les TIC;

d) la diffusion et l'exploitation des résultats d'actions soutenues au titre du programme et de programmes connexes antérieur, ainsi que l'échange de bonnes pratiques.

4° Autres actions : autres sous-programmes ou actions dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie.

5° Agence : Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie mise en place par les parties contractantes.

**Art. 2.** Le champ d'application du programme d'éducation et de formation tout au long de la vie consiste en l'apport d'une aide aux actions suivantes :

a) la mobilité des personnes participant à l'éducation et à la formation tout au long de la vie en Europe;

b) les partenariats bilatéraux et multilatéraux;

c) les projets multilatéraux spécialement destinés à améliorer les systèmes nationaux d'éducation et de formation;

d) les projets unilatéraux et nationaux;

e) les projets et les réseaux multilatéraux;

f) l'observation et l'analyse des politiques et systèmes dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie, l'élaboration de matériel de référence, y compris des enquêtes; des statistiques, des analyses et des indicateurs, les actions visant à soutenir la transparence et la reconnaissance des qualifications et de l'apprentissage antérieur, ainsi que les actions visant à soutenir la coopération en matière d'assurance de la qualité;

g) l'octroi de subventions de fonctionnement pour contribuer à certains coûts opérationnels et administratifs des organisations agissant dans le domaine visé par le programme d'éducation et de formation tout au long de la vie;

h) d'autres initiatives conformes aux objectifs du programme d'éducation et de formation tout au long de la vie (« mesures d'accompagnement »).

**Art. 3.** Le programme d'éducation et de formation tout au long de la vie s'adresse :

- a) aux élèves, étudiants, personnes en formation et apprenants adultes;
- b) au personnel concerné par tout aspect de l'éducation et de la formation tout au long de la vie;
- c) aux personnes présentes sur le marché du travail;
- d) aux prestataires de services éducatifs;
- e) aux personnes et organismes responsables des systèmes et politiques concernant tout aspect de l'éducation et de la formation tout au long de la vie aux niveaux local, régional et national;
- f) aux entreprises, aux partenaires sociaux et à leurs organisations à tous les niveaux, y compris les organisations professionnelles et les chambres de commerce et d'industrie;
- g) aux organismes fournissant des services d'orientation, de conseil et d'information en rapport avec tout aspect de l'éducation et de la formation tout au long de la vie;
- h) aux associations travaillant dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie, y compris les associations d'étudiants, de personnes en formation, d'élèves, d'enseignants, de parents et d'apprenants adultes;
- i) aux centres de recherche et aux organismes s'occupant de questions d'éducation et de formation tout au long de la vie;
- j) aux associations sans but lucratif, aux organismes bénévoles, aux organisations nongouvernementales (ONG).

## CHAPITRE II. — *Création et gestion de l'Agence*

### *Section I<sup>re</sup>. — Création*

**Art. 4.** La Communauté française s'engage à créer, au sein de ses services, un service à gestion séparée au sens de l'article 140 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, dénommé « Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie », ci-après dénommée Agence.

**Art. 5.** L'Agence est responsable de l'organisation et de la gestion du programme d'éducation et de formation tout au long de la vie ainsi que de tout autre programme européen ou international de mobilité, d'échange et de dialogue que les parties contractantes lui confieraient.

Ses missions sont les suivantes :

1. assurer les relations avec les autorités européennes pour la gestion du programme d'éducation et de formation tout au long de la vie;
2. assurer la promotion et l'information relative au programme d'éducation et de formation tout au long de la vie;
3. assurer la mise en œuvre des actions communautaires prévues par le programme d'éducation et de formation tout au long de la vie;
4. remettre des avis sur les projets centralisés;
5. assurer la bonne gestion financière des crédits versés par l'Union européenne au titre de l'aide aux projets concernés par le programme d'éducation et de formation tout au long de la vie;
6. exécuter les éventuels transferts budgétaires entre les sous-programmes;
7. procéder au recouvrement des fonds versés indûment;
8. organiser les appels à candidature;
9. organiser les procédures d'attribution d'aides aux projets dans le respect des principes de transparence et d'égalité de traitement.

### *Section II. — Gestion*

**Art. 6.** Les organes de l'Agence sont : un Comité de gestion, des chambres et une cellule exécutive.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. L'Agence est placée sous la direction opérationnelle du Comité de gestion visé à l'article 6.

§ 2. Le Comité de gestion est composé avec voix délibérative de deux représentants du Gouvernement de la Communauté française, de deux représentants du Gouvernement de la Région wallonne et d'un représentant du Collège de la Commission communautaire française. Un suppléant est désigné pour chaque membre effectif.

En outre, participent à titre consultatif, au Comité de gestion :

1. les présidents des chambres;
2. le dirigeant de la cellule exécutive;
3. un représentant du CGRI – DRI;
4. un représentant du ministère de la Communauté française;
5. un représentant du ministère de la Région wallonne;
6. un représentant des services de la Commission communautaire française;
7. tout expert ou observateur que le Comité de gestion juge utile d'inviter;
8. l'Inspection des Finances.

En outre, participe à titre d'observateur au Comité de gestion le représentant de la Communauté française au comité de programme de l'U.E.

§ 3. Dans le mois de son installation, le Comité de gestion désigne en son sein son président et deux vice-présidents et soumet cette désignation à l'approbation conjointe des parties contractantes. Le président est choisi parmi les représentants du Gouvernement de la Communauté française.

§ 4. Le Comité de gestion établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet pour approbation conjointe, au plus tard dans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent accord de coopération, aux parties contractantes. Celui-ci doit notamment prévoir :

1. les règles concernant la convocation du Comité de gestion;
2. les règles relatives à l'inscription des points à l'ordre du jour;
3. les règles relatives aux prérogatives du président et des vice-présidents;
4. les règles relatives à la présidence du Comité de gestion en cas d'absence ou d'empêchement du président ou des vice-présidents;
5. les règles du quorum pour que le Comité de gestion délibère valablement ainsi que les modalités de vote;
6. la périodicité des réunions du Comité de gestion;
7. la forme des plans d'action;
8. les règles en fonction desquelles le Comité de gestion peut déléguer certaines tâches à la cellule exécutive ou aux chambres;
9. les modalités d'information du Comité de gestion sur les décisions prises par les chambres;
10. les modalités d'examen des recours.

**Art. 8. § 1<sup>er</sup>.** Il est créé une chambre par sous-programme sectoriel, sous-programme transversal ou autres sections dont la composition et les règles essentielles de fonctionnement sont fixées par le Comité de gestion moyennant approbation des Gouvernements ou Collège concernés.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, pour le sous-programme Erasmus et le sous-programme Jean Monnet, la chambre est constituée par le Conseil supérieur de la mobilité étudiante créé par le décret du 19 mai 2004.

§ 2. Les chambres sont chargées d'assurer pour chacun des sous-programmes et moyennant approbation du Comité de gestion, les missions suivantes :

- assurer les tâches confiées par le Comité de gestion;
- transmettre au Comité de gestion toute proposition en matière de gestion financière des crédits et de leur transfert éventuel vers un autre sous-programme;
- émettre tout avis sur les missions de l'Agence pour la partie du programme qui les concerne pour assurer le respect des principes de transparence et d'égalité de traitement.

Chaque chambre est en outre chargée :

- d'émettre, d'initiative ou à la demande d'une des parties contractantes, des avis ou des recommandations concernant le programme intégré, par sous-programme ou action;
- de transmettre selon une périodicité décidée par le comité de gestion, aux parties contractantes qui l'approuvent, une note d'orientation stratégique, notamment en termes d'objectifs généraux et opérationnels;
- de remettre aux parties contractantes, une évaluation annuelle par sous-programme ou action sur base du rapport d'activités et autres données fournis par l'Agence.

Par dérogation à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, dans la mesure où elles concernent un sous-programme relevant des compétences d'une seule partie contractante les missions visées à l'article 5, alinéa 2, point 8 et 9, peuvent être confiées à la chambre compétente en lieu et place du comité de gestion.

Chaque chambre peut en outre être chargée par le Gouvernement compétent de la gestion de tout autre programme ou action de mobilité.

§ 3. Dans le mois de son installation, chaque chambre désigne son président et son vice-président en son sein.

§ 4. Chaque chambre établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet, pour approbation au Comité de gestion.

Celui-ci prévoit notamment les modalités de fonctionnement des tâches déléguées par le Comité de gestion.

**Art. 9. § 1<sup>er</sup>.** La Cellule exécutive est chargée de l'exécution des décisions du Comité de gestion ou, le cas échéant, en vertu de l'article 8, § 2, alinéas 3, des chambres, et est responsable de la gestion journalière.

Elle assure le secrétariat du Comité de gestion, sous l'autorité duquel elle est placée, ainsi que celui des chambres.

§ 2. La Cellule exécutive est placée sous l'autorité fonctionnelle d'un directeur désigné par le Gouvernement de la Communauté française après avis conforme du Gouvernement wallon et du Collège de la Commission communautaire française.

Le directeur de la cellule exécutive est désigné parmi les agents définitifs titulaires d'un grade de promotion du niveau 1 au sein des services du Gouvernement de la Communauté française et parmi les agents définitifs titulaires d'un grade de promotion du niveau 1 au sein des services du Gouvernement de la Région wallonne et du Collège de la Commission communautaire française chargés de mission au sein de l'Agence.

§ 3. La cellule exécutive se décompose en sections. Chaque section est placée sous l'autorité d'un responsable. Le personnel de l'Agence est réparti sur décision du Comité de gestion sur proposition du directeur de la Cellule exécutive en tenant compte, pour déterminer le cadre de chaque section, notamment, de la part du subside européen attribuée par sous-programme.

Elle comprend au moins quatre sections respectivement chargées de la gestion des sous-programme Comenius, Erasmus et programme Jean Monnet, Leonardo da Vinci et Grundtvig. Sans préjudice du § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, ces sections exécutent, le cas échéant, les décisions prises par les chambres en vertu de l'article 8, § 2, alinéas 3 et 4.

Elle comprend en outre une section chargée de la coordination du sous-programme transversal défini à l'article 1, 3<sup>o</sup> du présent accord de coopération.

§ 4. Le Gouvernement de la Communauté française désigne les responsables de chacune des sections visées précédemment parmi les agents visés à l'article 12 du présent accord de coopération, après avis conforme du Gouvernement wallon et du Collège de la Commission communautaire française dans la mesure où ils sont bénéficiaires du sous-programme visé.

Toutefois, pour la section chargée de la coordination du sous-programme transversal, le responsable est le directeur de la cellule exécutive.

§ 5. Le directeur de la Cellule exécutive exécute les décisions du Comité de gestion sous l'autorité duquel il est placé. Il donne à ce dernier toute information et soumet toutes les propositions utiles au bon fonctionnement de l'Agence.

Il assure, sous le contrôle du Comité de gestion, la gestion journalière de l'Agence.

Il assiste aux réunions du Comité de gestion dont il dépend avec voix consultative.

#### CHAPITRE IV. — *La Commission de recours*

**Art. 10.** Tout demandeur contestant une décision de refus, de suspension ou de retrait d'aide peut introduire un recours administratif auprès d'une Commission de recours qui en accuse réception dans les dix jours calendrier.

La Commission de recours est composée de deux représentants de la Communauté française, deux représentants de la Région wallonne et d'un représentant de la Commission communautaire française.

Le recours doit être introduit par le requérant dans le mois de la notification de la décision à laquelle il ne peut se rallier ou, à défaut de notification, dans les six mois à partir de l'introduction de la demande. A défaut de recours dans ces délais, la décision est définitive.

La Commission de recours rend sa décision motivée dans les trois mois de sa saisine.

#### CHAPITRE V. — *Le personnel, les biens affectés, le financement, les comptes et le budget de l'Agence*

**Art. 11.** Les Gouvernements et Collège veillent à fournir les moyens nécessaires au fonctionnement de l'Agence selon les modalités déterminées de commun accord.

##### *Section I<sup>re</sup>. — Personnel*

**Art. 12.** L'Agence dispose, pour assurer son bon fonctionnement, du personnel nécessaire. Le personnel de l'Agence est composé :

- d'agents et de membres du personnel des services du Gouvernement de la Communauté française;
- d'agents et de membres du personnel des établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française;
- de membres du personnel contractuel engagés dans le cadre de l'exécution des programmes européens, conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 septembre 1998 fixant la liste des tâches auxiliaires et spécifiques pour le ministère de la Communauté française;
- d'agents des Services du Gouvernement wallon et du Collège de la Commission communautaire française chargés de missions au sein de l'Agence.

Outre le dirigeant, 14 personnes au moins composent les Cellules exécutives, dont au moins 7 de niveau universitaire.

##### *Section II. — Biens affectés à l'Agence*

**Art. 13.** Un inventaire reprenant la liste des biens affectés à l'exercice des missions de l'Agence est établi par les parties contractantes dans le mois qui suit l'entrée en vigueur du présent accord.

Les parties contractantes conviennent de la propriété des biens inventoriés et ceux acquis par l'Agence pendant la durée de l'accord de coopération, à l'issue de ce dernier.

##### *Section III. — Financement, comptes et budget*

**Art. 14.** Les ressources de l'Agence comprennent :

1. les subventions attribuées aux différents programmes visés à l'article 5, notamment les subventions attribuées par la Commission européenne dans le cadre du programme d'éducation et de formation tout au long de la vie;
2. les moyens inscrits aux budgets de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Commission Communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale;
3. les fonds des tiers mis à sa disposition dans le cadre du programme d'éducation et de formation tout au long de la vie;
4. les ressources en nature correspondant au détachement de personnel et à l'affectation de moyens par les parties contractantes.
5. Les moyens visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, sont calculés, pour chacun des sous-programmes, proportionnellement à la part du cofinancement européen dont bénéficie chaque entité.

**Art. 15.** L'Agence établit son budget sous la direction conjointe du Comité de gestion. Le budget de l'Agence est annexé au budget général des dépenses de la Communauté française. Il est annexé aux budgets administratifs de la Région wallonne et de la Commission communautaire française.

**Art. 16.** Le compte d'exécution du budget et le compte de trésorerie sont arrêtés conjointement par les Comités de gestion au plus tard le 31 mars de l'exercice suivant. Ils sont transmis à la Cour des comptes par le ministre du Gouvernement de la Communauté française ayant le budget dans ses attributions pour le 30 avril au plus tard. Les comptes sont annexés au compte général de la Communauté française.

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. Le budget de l'Agence distingue les recettes :

- 1° relatives aux éventuels soldes à reporter;
- 2° relatives aux programmes visés à l'article 5;
- 3° relatives au fonctionnement de l'Agence;
- 4° relatives aux produits financiers des comptes spécifiques ouverts pour réceptionner les subventions des tiers, notamment de la Commission européenne.

Le budget distingue les recettes relatives au fonctionnement de l'Agence selon leur origine, notamment les recettes relatives aux différents sous-programmes du programme d'éducation et de formation tout au long de la vie.

§ 2. Le budget de l'Agence ventile les dépenses par section en :

- 1° frais de personnel;
- 2° frais de fonctionnement;
- 3° frais d'acquisitions;
- 4° frais d'évaluation;
- 5° frais divers.

**Art. 18.** Le budget de l'Agence est divisé en trois parties :

- 1° les opérations courantes;
- 2° les opérations en capital;
- 3° les opérations pour ordre.

La distinction recettes-dépenses se fait au sein de chaque partie.

**Art. 19.** Les comptes sont présentés conformément aux modalités fixées par le Comité de gestion.

Ils comportent en tout cas :

- 1° un compte d'exécution du budget;
- 2° un relevé de la situation active et passive de l'Agence;
- 3° un compte de variation du patrimoine accompagné d'un inventaire du patrimoine;
- 4° un compte de trésorerie établissant la concordance entre le résultat budgétaire et le résultat de trésorerie.

**Art. 20.** Dès le début d'un exercice, les moyens financiers disponibles à l'expiration de l'exercice précédent peuvent être utilisés.

**Art. 21.** Le Gouvernement de la Communauté française, sur proposition du Comité de Gestion, désigne deux comptables de l'Agence, justiciables de la Cour des comptes. L'un est chargé de la gestion comptable des recettes et des dépenses relatives aux programmes européens et aux produits financiers de ceux-ci. L'autre est chargé de la gestion comptable des autres recettes et dépenses du budget.

Ils sont chargés :

- 1° du maniement et de la garde des valeurs;
- 2° de l'établissement et de la conservation des documents visés à l'article 20, alinéa 2.

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement de la Communauté française prend les mesures nécessaires à la gestion des comptes spécifiques, ouverts par l'Agence pour gérer les fonds versés par des tiers ainsi que les produits financiers découlant de cette gestion.

§ 2. Dans le cadre de la gestion des programmes européens, l'Agence est chargée de gérer des comptes bancaires spécifiques ouverts auprès du Caissier de la Communauté française, en conformité avec la réglementation européenne, sous la direction opérationnelle du Comité de gestion. Les intérêts créditeurs de ces comptes sont également gérés par l'Agence au moyen d'un compte bancaire spécifique sous l'autorité du Comité de gestion.

Les produits financiers découlant de la gestion des comptes spécifiques ouverts par l'Agence pour gérer les fonds versés par l'Union Européenne sont affectés proportionnellement aux dépenses de chaque sous-programme qui les a générés, sauf décision contraire du Comité de gestion sur proposition des chambres concernées.

**Art. 23.** Les opérations de l'Agence font l'objet d'un contrôle conformément aux dispositions en vigueur au sein de la Communauté française relatives au contrôle administratif et budgétaire.

Elles font également l'objet d'un contrôle confié à la cellule d'audit de l'Inspection des Finances mise en place par contrat d'administration entre le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française, d'une part, et le Corps de l'Inspection des Finances, d'autre part, pour l'exécution d'une mission d'audit des systèmes de gestion et des programmes cofinancés par les Fonds structurels européens du 7 septembre 1998 et son avenant du 21 décembre 2001.

**Art. 24.** Les dépenses sont liquidées et payées sans l'intervention de la Cour des comptes.

La Cour des comptes peut contrôler la comptabilité sur place; elle peut se faire fournir, en tout temps, tous documents justificatifs, états, renseignements et éclaircissements relatifs aux recettes et aux dépenses, ainsi qu'aux avoirs et aux dettes de l'Agence.

**Art. 25.** Un dispositif d'audit de l'Agence est arrêté par le Gouvernement de la Communauté française, après avis conforme du Gouvernement wallon et du Collège de la Commission communautaire française.

#### CHAPITRE VI. — *Dispositions générales et finales*

##### *Section 1<sup>re</sup>. — Exécution*

**Art. 26.** Les modalités d'exécution du présent accord de coopération notamment celles relatives au fonctionnement, au personnel, au financement, au budget et aux comptes de l'Agence, sont arrêtées par le Gouvernement de la Communauté française, après avis conforme du Gouvernement wallon et du Collège de la Commission communautaire française dans le mois qui suit la sanction du décret portant approbation du présent accord.

*Section II. — Dispositions transitoires*

**Art. 27.** Lors de l'entrée en vigueur du présent accord, sans préjudice d'autres dispositions prises à ce propos par chacune des parties contractantes, l'Agence est chargée d'assurer la transition entre ces actions menées dans le cadre des programmes européens précédents relatifs à l'éducation et à la formation dont la gestion est assurée par les parties contractantes et les actions à mettre en œuvre dans le cadre du programme d'éducation et de formation tout au long de la vie. Les parties contractantes veillent, le cas échéant, à prendre les dispositions nécessaires au transfert du personnel concerné.

*Section III. — Durée*

**Art. 28.** Le présent accord entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

Il est conclu pour une durée d'un an.

Il est de plein droit tacitement renouvelé s'il n'est dénoncé six mois francs avant la date de son expiration.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente,  
Mme M. ARENA

La Vice-présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique  
et de Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

Pour le Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Président,  
B. CEREXHE

La Ministre chargée de la Formation professionnelle,  
Mme F. DUPUIS

Pour le Gouvernement de la Région wallonne :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

La Ministre de la Formation,  
Mme M. ARENA

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.  
Bruxelles, le 25 octobre 2007.

Président du Collège de la Commission communautaire française,  
chargé de la Fonction publique et de la Santé,  
B. CEREXHLE

Membre du Collège de la Commission communautaire française,  
chargé de la Cohésion sociale,  
Ch. PICQUE

Membre du Collège de la Commission communautaire française,  
chargée du Budget, des Personnes handicapées et du Tourisme,  
Mme E. HUYTEBROECK

Membre du Collège de la Commission communautaire française,  
chargée de la Formation professionnelle, de l'Enseignement, de la Culture et du Transport scolaire,  
Mme F. DUPUIS

Membre du Collège de la Commission communautaire française,  
chargé de l'Action sociale, de la Famille et du Sport,  
E. KIR

## VERTALING

## FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2008 — 374

[C — 2008/31040]

**25 OKTOBER 2007. — Decreet houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord betreffende de uitvoering en het beheer van het geïntegreerd communautair actieprogramma voor levenslang leren en betreffende de oprichting van het « Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie », gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest**

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie en Wij, het College, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Er wordt ingestemd met het samenwerkingsakkoord betreffende de uitvoering en het beheer van het geïntegreerd communautair actieprogramma voor levenslang leren, en betreffende de oprichting van het « Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie », gesloten op 23 maart 2007 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, overeenkomstig artikel 92bis van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen.

**Art. 2.** Er wordt een dienst met afzonderlijk beheer opgericht, in de zin van artikel 140 van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit, bij de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap van België. Deze dienst wordt « Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie » genaamd.

**Art. 3.** In artikel 8 van het decreet van 19 mei 2004 tot oprichting van een steunfonds voor studentenmobiliteit binnen de Europese ruimte van het hoger onderwijs wordt een nieuw lid ingevoegd tussen lid 1 en lid 2 dat als volgt is opgesteld : « De Regering kan het beheer van mobiliteitsprogramma's toevertrouwen aan de Hoge Raad voor de Mobiliteit ».

**Art. 4.** Onderhavig decreet treedt in werking op 1 januari 2007.

**Samenwerkingsakkoord betreffende de uitvoering en het beheer van het geïntegreerd communautair actieprogramma voor levenslang leren en betreffende de oprichting van het «Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie», gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest**

Gelet op de artikelen 1, 39, 127, 128, 134 en 138 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 92bis, § 1, ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd door de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het decreet II van de Raad van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet II van de Raad van het Waalse Gewest van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet III van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op de beslissing van het Parlement en van de Raad tot opstelling van een geïntegreerd actieprogramma inzake levenslang leren;

Gelet op de verordening (EG, EURATOM) nr 1605/2002 van de Raad van 25 juni 2002 houdende het Financieel Reglement van toepassing op de algemene begroting van de Europese Gemeenschappen;

Gelet op de verordening (EG, EURATOM) nr 2342/2002 van de Commissie van 23 december 2002 tot vaststelling van de uitvoeringsvoorschriften van de Verordening (EG, EURATOM) nr 1605/2002 van de Raad houdende het Financieel Reglement van toepassing op de algemene begroting van de Europese Gemeenschappen;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering van 22 maart 2007;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 maart 2007;

Gelet op de beraadslaging van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 maart 2007;

Overwegende dat het toekomt aan de overheid om een aangepaste structuur aan te duiden, Nationaal Agentschap genaamd, om de uitvoering te verzekeren van het programma inzake levenslang leren, met inbegrip van het financieel beheer;

Overwegende dat de materies, waarop dit programma betrekking heeft, te weten levenslang leren, vanuit het oogpunt van de mobiliteit, de financiering van projecten, partnerships of netten tussen actoren van verschillende Lidstaten van de Unie, eventueel uitgebreid met derdenlanden, in België ressorteert onder de bevoegdheid van de Gemeenschappen en de Gewesten;

Overwegende dat de Commissie van de Europese Unie in het kader van de programma's, die ressorteren onder de Algemene Directie Onderwijs en Cultuur, in België het bestaan erkent van drie Agentschappen die afhangen van de Franse, Vlaamse en Duitstalige Gemeenschap;

Overwegende dat er bijgevolg een Franstalig Agentschap moet worden opgericht;

Overwegende dat de beslissing van het Europees Parlement en van de Raad tot opstelling van een geïntegreerd actieprogramma inzake levenslang leren aan de Lidstaten de taak toevertrouwt om de maatregelen te treffen die nodig zijn om op hun niveau de doeltreffende werking te verzekeren van het geïntegreerd programma, waarbij zij alle partijen associëren die betrokken zijn bij de aspecten van het levenslang leren, overeenkomstig de nationale praktijken;

Overwegende dat de nationale praktijken worden aangepast aan elk subprogramma van het programma voor levenslang leren;

Overwegende dat deze beslissing de Lidstaten belast met de oprichting of de aanduiding, evenals met de opvolging van een aangepaste structuur om op hun niveau het gecoördineerd beheer te verzekeren van de uitvoering van de acties van het programma voor levenslang leren (nationale agentschappen), met inbegrip van het budgettair beheer, overeenkomstig de Europese reglementaire bepalingen;

Overwegende dat het essentieel is dat er een samenwerkingsakkoord wordt gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie teneinde een wettelijk kader in te voeren voor de uitvoering en het beheer van het geïntegreerd programma voor levenslang leren;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-Presidente, Mevr. Marie Arena, en in de persoon van haar Minister voor Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen, Mevr. Marie-Dominique Simonet;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Elio Di Rupo, en in de persoon van haar minister van Opleiding, Mevr. Marie Arena;

De Franse Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door haar College in de persoon van zijn Voorzitter, de heer Benoît Cerexhe, en in de persoon van zijn minister van Beroepsopleiding, Mevr. Françoise Dupuis;

Hierna genoemd «de partijen»;

Hebben het volgende overeengekomen :

**HOOFDSTUK I. — Voorwerp, toepassingsveld en begunstigden**

**Artikel 1.** In de zin van onderhavig samenwerkingsakkoord verstaat men onder :

1° Programma voor levenslang leren : geïntegreerd communautair actieprogramma voor levenslang leren, met als algemene doelstelling door levenslang onderwijs en opleiding bij te dragen tot de ontwikkeling van de Gemeenschap van de Europese Unie als geavanceerde kennismaatschappij, die wordt gekenmerkt door een duurzame economische ontwikkeling, meer en betere werkgelegenheid en een verhoogde sociale cohesie, en die een goede bescherming



verzekert van het leefmilieu voor de volgende generaties. Het wil in het bijzonder de uitwisselingen, de samenwerking en de mobiliteit bevorderen tussen de onderwijs- en opleidingssystemen binnen de Gemeenschap van de Europese Unie, opdat deze tot een kwaliteitsreferentie zouden worden op wereldvlak.

2° Sectorale subprogramma's van het programma voor levenslang leren : de volgende sectorale subprogramma's :

a) het subprogramma Comenius, dat betrekking heeft op de noden inzake onderwijs en opleiding van alle deelnemers aan het pre-scolair en schoolonderwijs tot aan het einde van de tweede cyclus van het secundair onderwijs, evenals instellingen en organisaties die dit onderwijs verstrekken;

b) het subprogramma Erasmus, dat betrekking heeft op de noden inzake onderwijs en opleiding van alle deelnemers aan het formeel hoger onderwijs en aan het beroepsonderwijs en de beroepsopleiding van hoger niveau, welke de duur van hun cursus of diploma ook is, met inbegrip van de doctoraatstudies, evenals de instellingen en organisaties die dit onderwijs en deze opleiding verstrekken of bevorderen;

c) het subprogramma Leonardo da Vinci, dat betrekking heeft op de noden inzake onderwijs en opleiding van alle deelnemers aan het beroepsonderwijs en de beroepsopleiding, uitgezonderd van het hoger niveau, evenals de instellingen en organisaties die dit onderwijs en deze opleiding verstrekken of bevorderen;

d) het subprogramma Grundtvig, dat betrekking heeft op de noden inzake onderwijs en opleiding van alle deelnemers aan elke vorm van volwassenenonderwijs, evenals de instellingen en organisaties die dit onderwijs verstrekken of bevorderen;

e) de actie Jean Monnet : het zesde programma van het programma voor levenslang leren bestemd om een reeks instellingen en activiteiten te steunen die zijn gericht op de Europese integratie.

3° Transversaal subprogramma van het programma voor levenslang leren : het transversaal programma met betrekking tot de volgende vier sleutelactiviteiten :

a) de politieke samenwerking inzake levenslang leren in de Gemeenschap;

b) de bevordering van het aanleren van talen;

c) de ontwikkeling, op het gebied van het levenslang leren, van een inhoud, diensten, pedagogische methoden en innoverende praktijken gebaseerd op de ICT;

d) de verspreiding en het gebruik van de resultaten van de acties die worden ondersteund als voorafgaand programma of verwante programma's, evenals de uitwisseling van goede praktijken.

4° Andere acties : andere subprogramma's of acties inzake levenslang leren.

5° Agentschap : «Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie» opgericht door de contracterende partijen.

**Art. 2.** Het toepassingsveld van het programma voor levenslang leren bestaat erin, steun te bieden aan de volgende acties :

a) de mobiliteit van de personen die in Europa deelnemen aan het levenslang leren;

b) de bilaterale en multilaterale partnerships;

c) de multilaterale projecten die in het bijzonder de nationale onderwijs- en opleidingssystemen moeten verbeteren;

d) de unilaterale en nationale projecten;

e) de multilaterale projecten en netten;

f) de waarneming en de analyse van de beleidsvormen en systemen van levenslang leren, de realisatie van referentie-materieel, met inbegrip van onderzoeken; statistieken, analyses en indicatoren, de acties ter ondersteuning van de transparantie en de erkenning van de kwalificaties en de voorafgaande vorming, evenals de acties ter ondersteuning van de samenwerking inzake kwaliteitsgarantie;

g) de toekenning van werkingstoelagen om tussen te komen in sommige operationele en administratieve kosten van de organisaties die actief zijn op het gebied waarop het programma voor levenslang leren betrekking heeft;

h) andere initiatieven conform de doelstellingen van het programma voor levenslang leren («begeleidingsmaatregelen»).

**Art. 3.** Het programma voor levenslang leren richt zich tot :

a) scholieren, studenten, personen in opleiding en lerende volwassenen;

b) het personeel betrokken bij elk aspect van levenslang leren;

c) de personen aanwezig op de arbeidsmarkt;

d) de educatieve dienstenverleners;

e) de personen en organisaties die instaan voor de systemen en beleidsvormen met betrekking tot elk aspect van levenslang leren, op lokaal, gewestelijk en nationaal vlak;

f) de ondernemingen, de sociale partners en hun organisaties op elk niveau, met inbegrip van de beroepsverenigingen en de kamers voor handel en nijverheid;

g) de organisaties die diensten verlenen inzake oriëntatie, advies en informatie met betrekking tot elk aspect van levenslang leren;

h) de verenigingen werkzaam op het vlak van het levenslang leren, met inbegrip van de studentenverenigingen, verenigingen van personen in opleiding, leerlingen, leerkrachten, ouders en lerende volwassenen;

i) de onderzoekscentra en de organisaties die zich bezighouden met vraagstukken in verband met levenslang leren;

j) de verenigingen zonder winstoogmerk, verenigingen van vrijwilligers, niet-gouvernementele organisaties (NGO).

## HOOFDSTUK II. — Oprichting en beheer van het Agentschap

### Afdeling I. — Oprichting

**Art. 4.** De Franse Gemeenschap verbindt zich ertoe om binnen haar diensten een dienst met afzonderlijk beheer op te richten in de zin van artikel 140 van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit, « Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie » en hierna Agentschap genaamd.

**Art. 5.** Het Agentschap staat in voor de organisatie en het beheer van het programma voor levenslang leren, evenals elk ander Europees of internationaal programma inzake mobiliteit, van uitwisselingen en dialoog dat de contracterende partijen hem zouden toevertrouwen.

Zijn opdrachten zijn de volgende :

1. de relaties verzekeren met de Europese overheid voor het beheer van het programma voor levenslang leren;
2. de promotie en de informatie verzekeren over het programma voor levenslang leren;
3. de uitvoering verzekeren van de communautaire acties die zijn voorzien door het programma voor levenslang leren;
4. adviezen verstrekken over de gecentraliseerde projecten;
5. het goede financieel beheer verzekeren van de kredieten die worden gestort door de Europese Unie bij wijze van steun voor de projecten in het kader van het programma voor levenslang leren;
6. de eventuele begrotingsoverdrachten uitvoeren tussen de subprogramma's;
7. overgaan tot de inning van ten onrechte gestorte middelen;
8. de oproepen tot kandidaatstelling organiseren;
9. de procedures organiseren voor de toekenning van steun aan de projecten, met eerbied voor de beginselen inzake transparantie en gelijkheid van behandeling.

*Afdeling II. — Beheer*

**Art. 6.** De organen van het Agentschap zijn : een beheerscomité, kamers en een uitvoerende cel.

**Art. 7. § 1<sup>er</sup>.** Het Agentschap wordt onder het operationeel bestuur geplaatst van het in artikel 6 bedoeld beheerscomité.

§ 2. Het beheerscomité is samengesteld met beslissende stem uit twee vertegenwoordigers van de Regering van de Franse Gemeenschap, twee vertegenwoordigers van de Regering van het Waalse Gewest en een vertegenwoordiger van het College van de Franse Gemeenschapscommissie. Er wordt een plaatsvervanger aangeduid voor elk werkend lid.

Nemen bovendien met raadgevende stem deel aan het beheerscomité :

1. de voorzitters van de kamers;
2. de bestuurder van de uitvoerende cel;
3. een vertegenwoordiger van het CGRI – DRI;
4. een vertegenwoordiger van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;
5. een vertegenwoordiger van het Ministerie van het Waalse Gewest;
6. een vertegenwoordiger van de diensten van de Franse Gemeenschapscommissie;
7. elke deskundige of waarnemer wiens aanwezigheid het beheerscomité nuttig acht;
8. de Inspectie van Financiën.

Neemt bovendien als waarnemer deel aan het beheerscomité, de vertegenwoordiger van de Franse Gemeenschap in het programmacomité van de E.U.

§ 3. Binnen de maand na zijn installatie duidt het beheerscomité onder zijn leden zijn voorzitter en twee vice-voorzitters aan, en legt deze aanstelling voor ter gezamenlijke goedkeuring van de contracterende partijen. De voorzitter wordt gekozen onder de vertegenwoordigers van de Regering van de Franse Gemeenschap.

§ 4. Het beheerscomité stelt zijn huishoudelijk reglement op en legt het ter gezamenlijke goedkeuring en ten laatste binnen de drie maanden na de inwerkingtreding van onderhavig samenwerkingsakkoord voor aan de contracterende partijen. Dit reglement moet met name bevatten :

1. de regels betreffende de bijeenroeping van het beheerscomité;
2. de regels betreffende de opname van de punten op de dagorde;
3. de regels betreffende de prerogatieven van de voorzitter en de vice-voorzitters;
4. de regels betreffende het voorzitterschap van het beheerscomité bij afwezigheid of verhindering van de voorzitter of de vice-voorzitters;
5. de regels van het quorum opdat het beheerscomité geldig kan beraadslagen, evenals de modaliteiten voor de stemmingen;
6. de periodiciteit van de vergaderingen van het beheerscomité;
7. de vorm van de actieplannen;
8. de regels in functie waarvan het beheerscomité sommige taken kan delegeren aan de uitvoerende cel of aan de kamers;
9. de modaliteiten voor de informatie van het beheerscomité over de beslissingen genomen door de kamers;
10. de modaliteiten voor het onderzoek van de aangetekende beroepen.

**Art. 8. § 1<sup>er</sup>.** Er wordt een kamer opgericht per sectoraal subprogramma, transversaal subprogramma of andere afdelingen waarvan de samenstelling en de essentiële regels van werking worden vastgesteld door het beheerscomité mits de goedkeuring van de betrokken Regeringen of College.

In afwijking van lid 1, voor het subprogramma Erasmus en het subprogramma Jean Monnet, wordt de kamer opgericht door de door het decreet van 19 mei 2004 opgerichte Hoge Raad voor de Studentenmobiliteit.

§ 2. De kamers zijn belast met de volgende opdrachten voor elk van de subprogramma's en mits goedkeuring van het beheerscomité :

- het verzekeren van de taken toevertrouwd door het beheerscomité;
- het overmaken aan het beheerscomité van elk voorstel inzake financieel beheer van de kredieten en hun eventuele overdracht naar een ander subprogramma;
- het uitbrengen van elk advies over de opdrachten van het Agentschap voor het gedeelte van het programma dat hen aangaat, teneinde de beginselen van transparantie en gelijke behandeling in acht te nemen.

Elke kamer is bovendien belast met :

— het uitgeven, op eigen initiatief of op verzoek van een van de contracterende partijen, van adviezen of aanbevelingen betreffende het geïntegreerd programma, per subprogramma of actie;

— het overmaken, op basis van een door het beheerscomité vastgestelde periodiciteit, aan de contracterende partijen, die deze goedkeuren, van een strategische oriëntatienota, met name wat betreft de algemene en operationele doelstellingen;

— het overmaken aan de contracterende partijen van een jaarlijkse evaluatie per subprogramma of actie op basis van het activiteitenverslag en van andere door het Agentschap verstrekte gegevens.

In afwijking van artikel 7, § 1, kunnen de in artikel 5, lid 2, punten 8 en 9 bedoelde opdrachten, in de mate waarin zij betrekking hebben op een subprogramma dat ressorteert onder de bevoegdheden van een enkele contracterende partij, worden toevertrouwd aan de bevoegde kamer, in plaats van te worden toevertrouwd aan het beheerscomité.

Elke kamer kan bovendien door de bevoegde regering worden belast met het beheer van elk ander programma of actie inzake mobiliteit.

§ 3. Binnen de maand na zijn installatie duidt elke kamer in zijn midden zijn voorzitter en vice-voorzitter aan.

§ 4. Elke kamer stelt zijn huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan het beheerscomité.

Dit reglement bevat met name de modaliteiten van de werking voor de door het beheerscomité gedelegeerde taken.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. De uitvoerende cel is belast met de uitvoering van de beslissingen van het beheerscomité of, desgevallend, overeenkomstig artikel 8, § 2, lid 3, van de kamers, en staat in voor het dagelijks beheer.

Zij verzorgt het secretariaat van het beheerscomité onder wiens gezag zij is geplaatst, evenals het secretariaat van de kamers.

§ 2. De uitvoerende cel is onder het functioneel gezag geplaatst van een directeur aangeduid door de Regering van de Franse Gemeenschap, na conform advies van de Waalse Regering en van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

De directeur van de uitvoerende cel wordt aangeduid onder de vastbenoemde ambtenaren die in het bezit zijn van een bevorderingsgraad van niveau 1 bij de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en onder de vastbenoemde ambtenaren die in het bezit zijn van een bevorderingsgraad van niveau 1 bij de diensten van de Regering van het Waalse Gewest en van het College van de Franse Gemeenschapscommissie die opdrachthouder zijn bij het Agentschap.

§ 3. De uitvoerende cel is samengesteld uit afdelingen. Elk afdeling wordt onder het gezag van een verantwoordelijke geplaatst. Het personeel van het Agentschap wordt verdeeld op beslissing van het beheerscomité, op voorstel van de directeur van de uitvoerende cel, hierbij met name rekening houdend, bij de bepaling van het kader van elke afdeling, met het aandeel van de Europese toelage die per subprogramma wordt verleend.

Deze omvat tenminste vier afdelingen die respectievelijk zijn belast met het beheer van de subprogramma's Comenius, Erasmus en de programma's Jean Monnet, Leonardo da Vinci en Grundtvig. Zonder afbreuk te doen aan § 2, eerste lid, voeren deze afdelingen desgevallend de beslissingen uit die krachtens artikel 8, § 2, lid 3 en 4 zijn genomen door de kamers.

Deze omvat bovendien een afdeling belast met de coördinatie van het in artikel 1, 3<sup>o</sup> van onderhavig samenwerkingsakkoord gedefinieerd transversaal subprogramma.

§ 4. De Regering van de Franse Gemeenschap duidt de verantwoordelijken aan van elk van de hierboven bedoelde afdelingen, onder de in artikel 12 van onderhavig samenwerkingsakkoord bedoelde ambtenaren, na conform advies van de Waalse Regering en van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, in de mate waarin zij begunstigden zijn van het bedoeld subprogramma.

De directeur van de uitvoerende cel is verantwoordelijk voor de afdeling belast met de coördinatie van het transversaal subprogramma.

§ 5. De directeur van de uitvoerende cel voert de beslissingen van het beheerscomité uit onder het gezag waarvan deze is geplaatst. Hij verstrekt aan dit comité alle informatie en legt alle voorstellen voor die nuttig zijn voor de goede werking van het Agentschap.

Hij verzorgt, hierbij gecontroleerd door het beheerscomité, het dagelijks beheer van het Agentschap.

Hij neemt met raadgevende stem deel aan de vergaderingen van het beheerscomité waarvan hij afhangt.

#### HOOFDSTUK IV. — *De raad van beroep*

**Art. 10.** Elke aanvrager, die een beslissing tot weigering, opschorting of intrekking van steun betwist, kan een administratief beroep indienen bij een raad van beroep die binnen de tien kalenderdagen de ontvangst ervan meldt.

De raad van beroep bestaat uit twee vertegenwoordigers van de Franse Gemeenschap, twee vertegenwoordigers van het Waalse Gewest en een vertegenwoordiger van de Franse Gemeenschapscommissie.

Het beroep moet worden ingediend door de verzoeker binnen de maand die volgt op de betekening van de beslissing waarmee hij niet kan instemmen of, bij gebrek aan betekening, binnen de zes maanden na de indiening van de aanvraag. Bij gebrek aan een beroep binnen deze termijnen, is de beslissing definitief.

De raad van beroep verstrekt haar met redenen omklede beslissing binnen de drie maanden van de aanhangigmaking.

HOOFDSTUK V. — *Het personeel, de toegewezen goederen, de financiering, de rekeningen en het budget van het Agentschap*

**Art. 11.** De Regeringen en het College waken erover dat zij de nodige middelen voor de werking van het Agentschap ter beschikking stellen, volgens de modaliteiten die in onderlinge overeenstemming zijn overeengekomen.

*Afdeling I. — Personeel*

**Art. 12.** Het Agentschap beschikt over het nodige personeel om zijn goede werking te verzekeren. Het personeel van het Agentschap bestaat uit :

- ambtenaren en personeelsleden van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;
- ambtenaren en personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of betoelaagde onderwijsinstellingen;
- contractuele personeelsleden aangeworven in het kader van de uitvoering van de Europese programma's, overeenkomstig het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 september 1998 tot vaststelling van de lijst van de bijkomende en specifieke opdrachten voor het Ministerie van de Franse Gemeenschap;
- ambtenaren van de diensten van de Waalse Regering en van het College van de Franse Gemeenschapscommissie belast met opdrachten bij het Agentschap.

Behalve de bestuurder worden de uitvoerende cellen gevormd door ten minste 14 personen, waarvan tenminste 7 van universitair niveau.

*Afdeling II. — Goederen toegewezen aan het Agentschap*

**Art. 13.** Binnen de maand die volgt op de inwerkingtreding van onderhavig akkoord wordt door de contracterende partijen de lijst opgesteld van de goederen die zijn toegewezen aan de uitoefening van de opdrachten van het Agentschap.

De contracterende partijen stellen de eigendom vast van de geïnventariseerde goederen en van deze die door het Agentschap worden verworven tijdens de duur van het samenwerkings-akkoord, na afloop ervan.

*Afdeling III. — Financiering, rekeningen en budget*

**Art. 14.** De middelen van het Agentschap omvatten :

1. de aan de verschillende in artikel 5 bedoelde programma's verleende toelagen, inzonderheid de toelagen verleend door de Europese Commissie in het kader van het programma voor levenslang leren;
2. de middelen ingeschreven in de begrotingen van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
3. de fondsen van derden ter beschikking gesteld in het kader van het programma voor levenslang leren;
4. de middelen in natura die overeenstemmen met de detachering van personeel en detoewijzing van middelen door de contracterende partijen.
5. De in lid 1, 2° bedoelde middelen worden berekend, voor elk van de subprogramma's, naar verhouding van het aandeel van de Europese medefinanciering die elke entiteit geniet.

**Art. 15.** Het Agentschap stelt zijn budget op onder de gezamenlijke leiding van het Beheerscomité. Het budget van het Agentschap wordt gevoegd bij de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap. Het wordt gevoegd bij de administratieve begrotingen van het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie.

**Art. 16.** De rekening voor de uitvoering van het budget en de thesaurierekening worden gezamenlijk vastgesteld door de beheerscomités, ten laatste op 31 maart van het volgend boekjaar. Deze worden overgemaakt aan het Rekenhof door de minister van de Regering van de Franse Gemeenschap die bevoegd is voor Begroting, ten laatste tegen 30 april. De rekeningen worden bij de algemene rekening van de Franse Gemeenschap gevoegd.

**Art. 17.** § 1. Het budget van het Agentschap maakt een onderscheid tussen de ontvangsten :

- 1° met betrekking tot de eventueel over te dragen saldi;
- 2° met betrekking tot de in artikel 5 bedoelde programma's;
- 3° met betrekking tot de werking van het Agentschap;
- 4° met betrekking tot de financiële producten van de specifieke rekeningen geopend voor de ontvangst van de toelagen van derden, inzonderheid van de Europese Commissie.

Het budget maakt een onderscheid tussen de ontvangsten met betrekking tot de werking van het Agentschap al naargelang hun oorsprong, inzonderheid de ontvangsten met betrekking tot de verschillende subprogramma's van het programma van levenslang leren.

§ 2. Het budget van het Agentschap ventileert de uitgaven per sectie, in :

- 1° personeelskosten;
- 2° werkingskosten;
- 3° kosten van aankopen;
- 4° kosten van evaluaties;
- 5° kosten van allerlei aard.

**Art. 18.** Het budget van het Agentschap is opgesplitst in drie onderdelen :

- 1° de lopende verrichtingen;
- 2° de kapitaalverrichtingen;
- 3° de orderverrichtingen.

Het onderscheid tussen ontvangsten en uitgaven geschiedt in het kader van elk onderdeel.

**Art. 19.** De rekeningen worden voorgesteld overeenkomstig de door het beheerscomité vastgestelde modaliteiten.

Deze omvatten in elk geval :

- 1° een rekening voor de uitvoering van het budget;
- 2° een overzicht van de actieve en passieve situatie van het Agentschap;
- 3° een rekening voor de variaties van het patrimonium waaraan een inventaris van het patrimonium is toegevoegd;
- 4° een thesaurierekening tot vaststelling van de overeenstemming tussen het begrotings-resultaat en het thesaurieresultaat.

**Art. 20.** Vanaf het begin van een boekjaar mogen de bij het verstrijken van het vorig boekjaar beschikbare middelen worden gebruikt.

**Art. 21.** De Regering van de Franse Gemeenschap duidt, op voorstel van het beheerscomité, twee rekenplichtigen aan voor het Agentschap die onderworpen zijn aan het Rekenhof. De ene is belast met het boekhoudkundig beheer van de ontvangsten en uitgaven betreffende de Europese programma's en de financiële producten ervan. De andere is belast met het boekhoudkundig beheer van de andere ontvangsten en uitgaven van het budget.

Zij zijn belast met :

- 1° de aanwending en het toezicht op de waarden;
- 2° de opstelling en de bewaring van de in lid 2 van artikel 20 bedoelde documenten.

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup>. De Regering van de Franse Gemeenschap neemt de maatregelen die noodzakelijk zijn voor het beheer van de specifieke rekeningen die zijn geopend door het Agentschap om de door derden gestorte fondsen te beheren, evenals de financiële producten die voortvloeien uit dit beheer.

§ 2. In het kader van het beheer van de Europese programma's is het Agentschap belast met het beheer van specifieke, bij de Kassier van de Franse Gemeenschap geopende bankrekeningen, conform de Europese reglementering, onder het operationeel bestuur van het beheerscomité. De kredietinteressen van deze rekeningen worden beheerd door het Agentschap, met behulp van een specifieke bankrekening onder het gezag van het beheerscomité.

De financiële producten, die voortvloeien uit het beheer van de specifieke rekeningen geopend door het Agentschap om de door de Europese Unie gestorte fondsen te beheren, worden toegewezen naar verhouding van de uitgaven van elk subprogramma die deze heeft voortgebracht, behoudens een tegengestelde beslissing van het beheerscomité op voorstel van de betrokken kamers.

**Art. 23.** De verrichtingen van het Agentschap maken het voorwerp uit van een controle, overeenkomstig de bepalingen die van kracht zijn bij de Franse Gemeenschap met betrekking tot de administratieve en budgettaire controle.

Zij maken eveneens het voorwerp uit van een controle die is toevertrouwd aan de auditcel van de Inspectie van Financiën die wordt opgericht door een bestuurlijk contract tussen de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap, enerzijds, en het korps van de Inspectie van Financiën, anderzijds, voor de uitvoering van een auditopdracht met betrekking tot de beheerssystemen en de programma's die worden medegefinancierd door de Europese Structuurfondsen van 7 september 1998 en hun aanhangsel van 21 december 2001.

**Art. 24.** De uitgaven worden verrekend en betaald zonder de tussenkomst van het Rekenhof.

Het Rekenhof kan de boekhouding ter plaatse controleren; het Hof kan zich te allen tijde alle bewijsstukken, staten, inlichtingen en verduidelijkingen laten bezorgen over de ontvangsten en uitgaven, evenals wat betreft de bezittingen en schulden van het Agentschap.

**Art. 25.** De Regering van de Franse Gemeenschap bepaalt een auditregeling voor het Agentschap, na het conform advies van de Waalse Regering en van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

#### HOOFDSTUK VI. — Algemene en slotbepalingen

##### Afdeling I. — Uitvoering

**Art. 26.** De modaliteiten tot uitvoering van onderhavig samenwerkingsakkoord, inzonderheid deze met betrekking tot de werking, het personeel, de financiering, het budget en de rekeningen van het Agentschap, worden bepaald door de Regering van de Franse gemeenschap, na het conform advies van de Waalse Regering en van het College van de Franse Gemeenschapscommissie binnen de maand die volgt op de bekrachtiging van het decreet houdende goedkeuring van onderhavig akkoord.

##### Afdeling II. — Overgangsbepalingen

**Art. 27.** Bij de inwerkingtreding van onderhavig akkoord, en zonder afbreuk te doen aan andere door elk van de contracterende partijen terzake genomen bepalingen, is het Agentschap belast met de overgang tussen de acties gevoerd in het kader van de vorige Europese programma's met betrekking tot onderwijs en opleiding, waarvan het beheer wordt verzekerd door de contracterende partijen, en de acties die dienen gevoerd in het kader van het programma van levenslang leren. De contracterende partijen treffen desgevallend de voor de overdracht van het betrokken personeel noodzakelijke schikkingen.

*Afdeling III. — Duur*

**Art. 28.** Onderhavig akkoord treedt in werking op 1 januari.

Het wordt gesloten voor de duur van één jaar.

Het wordt van rechtswege stilzwijgend hernieuwd indien het niet wordt opgezegd, en wel volle zes maanden voor de datum waarop het ten einde loopt.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Presidente,  
Mevr. M. ARENA

De Vice-voorzitster en Minister van het Hoger Onderwijs, het Wetenschappelijk Onderzoek  
en de Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

Voor het College van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :

De Voorzitter,  
B. CEREXHE

De Minister belast met Beroepsopleiding,  
Mevr. F. DUPUIS

Voor de Regering van het Waalse Gewest :

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Opleiding,  
Mevr. M. ARENA

Kondigen onderhavig decreet af en bevelen dat het wordt gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*.  
Brussel, 25 oktober 2007.

Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,  
bevoegd voor Openbaar Ambt en Gezondheid,  
B. CEREXHE

Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,  
bevoegd voor Sociale Cohesie,  
Ch. PICQUE

Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,  
bevoegd voor Begroting, Bijstand aan Gehandicapte Personen en Toerisme,  
Mevr. E. HUYTEBROECK

Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,  
bevoegd voor Beroepsopleiding, Onderwijs, Cultuur en Schoolvervoer,  
Mevr. F. DUPUIS

Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,  
bevoegd voor Sociale Actie, Gezin en Sport,  
E. KIR

---

**COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

F. 2008 — 375

[C — 2008/31048]

**25 OCTOBRE 2007. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération conclu entre la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté française et la Commission communautaire française relatif à l'équipement mis à disposition dans le cadre de la revalorisation de l'enseignement qualifiant et à la collaboration entre les centres de technologies avancées et les centres de référence professionnelle**

L'Assemblée de la Commission communautaire française et Nous, Collège, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Assentiment est donné à l'accord de coopération du 7 juin 2007 conclu entre la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté française et la Commission communautaire française relatif à l'équipement mis à disposition dans le cadre de la revalorisation de l'enseignement qualifiant et à la collaboration entre les Centres de technologies avancées et les Centres de références professionnelle.

**Art. 2.** Cet accord de coopération est annexé au présent décret. Accord de coopération entre la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté française et la Commission communautaire française relatif à l'équipement mis à disposition dans le cadre de la revalorisation de l'enseignement qualifiant et à la collaboration entre les centres de technologies avancées et les centres de référence professionnelle;

Vu les articles 1<sup>er</sup>, 39, 127, 128, 134 et 138 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 92bis, § 1<sup>er</sup>, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret III de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Commission communautaire française;

Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale a fait de l'emploi des jeunes une priorité transversale de sa politique, tel que traduite par le Contrat pour l'Economie et l'Emploi et opérationnalisée dans le Plan pour l'Emploi des Bruxellois;

Considérant le Pacte social pour l'Emploi des Bruxellois conclu le 11 juin 2002;